

La comparaison des dépenses totales consacrées aux activités scientifiques dans ces deux domaines, indique que pour un dollar dépensé au chapitre des sciences humaines, en 1969-1970, il y avait une dépense correspondante de près de huit dollars au chapitre des sciences naturelles et du génie. Cependant, les dépenses prévues pour 1970-1971 et 1971-1972 indiquent une légère «amélioration», soit des rapports de 7 pour 1 pendant ces deux années (sans tenir compte des coûts du recensement).

Cette question est très inquiétante, en particulier à une époque où les Canadiens se préoccupent de nouveau de questions telles que l'identité nationale, l'héritage culturel, etc., à une époque où l'on considère que le gouvernement semble ralentir ses dépenses dans les domaines qui, pourrait-on dire, concrétisent l'«âme» canadienne. Il y a peu de temps, j'ai lu dans le *Citizen* d'Ottawa un éditorial très émouvant de Christopher Young, intitulé: «Canada Council beheaded». Il disait:

Il faut savoir gré au gouvernement d'avoir rapidement comblé la vacance du premier poste de direction à Radio-Canada. Seul l'avenir dira si le vice-président Laurent Picard est l'homme qu'il fallait pour diriger le réseau national de diffusion, mais du moins, n'y aura-t-il pas un hiatus au sommet. La nomination de M. Picard a eu lieu trois mois avant la date d'entrée en vigueur de la démission de M. George Davidson.

Cette situation est bien différente de celle du Conseil des Arts du Canada. Je cite encore:

Il y a un an, le directeur du Conseil, M. Peter Dwyer, a été victime, à son bureau, d'une grave embolie. M. Dwyer avait travaillé au Conseil privé sous le gouvernement de M. St. Laurent et avait rédigé la loi instituant le Conseil des Arts du Canada, en base des recommandations faites par la commission Massey. Il a été transféré au personnel de ce Conseil au moment de sa fondation en 1957 et a dirigé, dès le début et avec beaucoup de succès, le programme artistique.

On s'est bientôt rendu compte que M. Dwyer ne pourrait plus reprendre sa lourde tâche administrative à la tête du personnel permanent du Conseil. Sa démission officielle a été annoncée en novembre dernier et il remplit actuellement les fonctions de conseiller auprès du Centre national des Arts.

Mais rien n'a été fait pour remplir ce poste et le Conseil s'en va à la dérive. Les décisions sont reportées à plus tard, les idées nouvelles écartées, et le moral du personnel est au plus bas. Le Conseil proprement dit, composé de citoyens distingués ou politiquement valables n'est pas parvenu à supléer au manque de leadership.

Les fonctionnaires du Conseil et les artistes qui en étaient arrivés à dépendre de ses conseils et de ses subventions—du moins ceux auxquels j'ai parlé—sont consternés des effets de l'inaction du gouvernement. Qu'elle soit imputable à l'indifférence ou à l'indécision, les résultats en sont graves...

Pendant ce temps, certaines organismes gouvernementaux plus récents—notamment le Programme d'initiatives locales et Perspectives-Jeunesse—pénètrent dans des domaines où l'on pourrait s'attendre à rencontrer un Conseil des Arts plus dynamique...

Le Conseil des Arts ne tient pas dans la conscience nationale une place aussi importante que Radio-Canada. Par contre, il est difficile d'exagérer l'importance que lui attache les écrivains, les musiciens, les peintres, les comédiens et danseurs, ainsi que les professeurs d'université...

Avec les gouvernements, il est indispensable de surveiller ce qu'ils sont tenus de faire, mais également ce qu'ils n'ont pas fait alors qu'ils auraient dû le faire.

Cela sonne très épiscopalien.

Le gouvernement—et plus précisément le premier ministre dont cette nomination est la prérogative—devrait avoir comblé cette vacance au sein du Conseil des Arts du Canada bien avant aujourd'hui.

A mon avis, ces deux choses relient d'une façon troublante les dépenses énormes consacrées aux sciences naturelles et au génie, et les dépenses dérisoires prévues pour un domaine d'extrême importance, celui des sciences humaines. Le fait que la direction du Conseil des Arts n'ait pas eu priorité m'inquiète profondément. J'affirme ceci car je crois que, bien que les sciences naturelles, la

[M. Macquarrie.]

structure du Canada et sa technologie fondamentale soient importantes, l'âme du Canada l'est sûrement encore plus, et cette priorité devrait se refléter dans un gouvernement sensé et réfléchi.

**M. Ray Perrault (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, la question du député fait suite à un rapport émis par Statistique Canada soulignant l'écart entre ce que le gouvernement dépense pour les sciences techniques et ce qu'il dépense pour les sciences humaines. Bien que nous devions reconnaître l'existence d'un tel écart, plaçons-le dans une juste perspective.

Il semble que les chiffres cités ne comprenaient le secrétariat d'État, les Archives publiques, le CRTC, la Bibliothèque nationale, la Compagnie des jeunes Canadiens, l'Office national du film, la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, le Centre national des arts, la Société Radio-Canada ou le programme de Perspectives-Jeunesse pour n'en mentionner que quelques-uns. Tous ces programmes sont intimement liés aux sciences humaines, étant donné qu'ils traitent des personnes et que l'ensemble de leurs dépenses est dirigé vers les aspects de la vie canadienne qui sont de nature humaniste.

Je sais fort bien que le député pense en fonction des sommes d'argent distribuées en vue d'assurer une aide à la recherche particulière dans le domaine de la sociologie, des sciences politiques, de l'anthropologie mais il reconnaîtra sûrement qu'un bon nombre d'études et de rapports payés par le gouvernement fédéral ou ses organismes, que ce soit le rapport sur la jeunesse ou quoi que ce soit, conviennent très bien à ces critères; de plus les gens employés pour effectuer ces tâches sont pour la plupart des spécialistes en science sociale.

Je voudrais conclure mes remarques en disant que la distinction entre la recherche humaine et la recherche technologique est quelque peu académique. On peut soutenir qu'un botaniste, un chimiste, ou un écologiste se dévouent autant au bien-être de la population qu'un sociologue. Le gouvernement fédéral tente d'infuser ce concept dans son organisation, et il étudie de très près à cet égard les recommandations du rapport du Comité sénatorial spécial de la politique scientifique. Ce rapport a souligné cet aspect des sciences et il a offert des observations très utiles.

#### LES GRAINS—LES PROJETS QUANT AUX ÉLÉVATEURS INTÉRIEURS—DEMANDE DE DÉCLARATION

**M. Bill Knight (Assiniboia):** Monsieur l'Orateur, au cours des dernières années qui ont suivi la présentation du rapport du groupe d'étude sur l'agriculture en 1969-1970, on a discuté longuement de l'utilisation des éleveurs intérieurs et des trains à chargement homogène. Le ministre chargé de la Commission canadienne du blé nous a dit que très bientôt un rapport sur les moyens de transport au Canada serait déposé à la Chambre des communes. Et pourtant nous voici bientôt au mois de juin et nous attendons toujours ce rapport. Rien ne vient même si la Chambre continue de siéger et le mois de juin pointe à l'horizon.

Au lieu d'une déclaration du ministre de l'Agriculture (M. Olson) à Winnipeg sur le transport des grains en passant par les élevateurs intérieurs, en vue du nettoyage et de l'expédition, j'avais posé la question suivante au ministre de l'Agriculture: